

Samedi 5 décembre 2020

Rassemblement contre les licenciements

Intervention de Jean-Paul LECOQ, Député

Dresser, Auchan, Ingéliance, PGG Coatings, Chevron, Le Printemps, Monoprix, SPB... pour ne citer que **les PSE, Plans de Sacrifice d'Emplois**, actuellement subis sur notre agglomération.

Une liste dont il est à craindre qu'elle ne s'allonge au cours des semaines et des mois à venir.

Je pense à TOTAL notamment qui engage un plan massif de départs volontaires, ou à EDF menacé par une nouvelle découpe de l'entreprise à travers le projet HERCULE.

Je n'oublie pas RENAULT dont la production reste fragilisée, ni les 200 emplois directs supprimés à la centrale thermique, décision prise avant cette crise.

Et je ne veux pas passer sous silence, ces centaines de salariés qui viennent individuellement vers les unions locales des syndicats ou dans les mairies, parce qu'ils ont reçu la notification de leur licenciement.

Des licenciements isolés, discrets, qui viennent s'ajouter aux destructions d'emplois portés par les PSE d'entreprises plus grandes.

A toutes et à tous, exprimons notre solidarité. Disons notre humanité. Agissons pour que le capital humain reprenne la main, dans une économie détournée de son sens par l'avidité des profiteurs des crises successives.

A toutes et à tous, je dis ma disponibilité, mon énergie pour me battre à leurs côtés.

Car notre territoire et ses familles qui continuaient de payer au prix fort la crise déjà en vigueur avant la COVID, voient le présent et l'avenir encore s'assombrir.

Avant cette crise sanitaire, comme depuis son déclenchement, les logiques en place à la tête des grands groupes restent les mêmes. **La seule préoccupation demeure le profit.**

Et à bien des égards la situation inédite que connaît notre pays, représente une opportunité pour engager des restructurations, s'engager dans des optimisations boursières ou renforcer les marges.

Cette logique, c'est : des salariés sacrifiés, des fonds publics siphonnés, des profits préservés.

Partout les salariés payent au prix fort le coût de cette crise, alors qu'en leur qualité de citoyen ils financent leurs licenciés.

Selon l'indice boursier français, le SBF, qui suit 120 valeurs du marché, 64% des entreprises ont annulé ou baissé les dividendes versés aux actionnaires, ce qui revient à avouer que plus du tiers des plus grandes entreprises françaises cotées en bourse ont, cette année, maintenu ou augmenté les profits de leurs actionnaires.

L'Observatoire des multinationales s'est penché sur les aides publiques perçues par les firmes du CAC 40 pendant cette crise.

Toutes ont bénéficié de baisses d'impôts de l'Etat. 23 ont versé des dividendes malgré la crise. 7 l'ont fait tout en supprimant des emplois.

100 Milliards d'argent public sont mobilisés, sans compter les guichets déjà existants à travers le CICE désormais pérennisé ou le Crédit Impôt Recherche.

Plus que jamais, nous sommes aux prises avec une nationalisation des pertes et une privatisation des profits.

Alors, plus que jamais, il appartient aux salariés, aux citoyens, d'imposer une rupture avec ces logiques qui n'ont que trop duré.

Et au-delà des moyens d'action, de résistance, de contestation et de proposition dont il faut se saisir, ou qu'il faut créer pour peser et pour s'opposer à ces logiques, rappelons-nous bien aussi l'importance de voter.

Que chacun mesure bien à travers cette période, comme du reste depuis la dernière élection présidentielle, le poids d'un bulletin de vote ou de l'absence d'un bulletin de vote dans les urnes, et leurs conséquences.

Une élection départementale et régionale aura lieu en principe au printemps, elle sera l'occasion d'affirmer un changement de cap, ou au contraire de confirmer par le silence des urnes celui qui est aujourd'hui maintenu, quoi qu'il en coûte, depuis le sommet de l'Etat, pour sauver les profits.

De ce point de vue là aussi, voter est une question de salut public.

Chacun est à même de se rendre compte combien les élus locaux, les mairies, leurs CCAS, nos services publics demeurent essentiels à nos vies. Combien ils apportent des réponses et des solutions de proximité. Combien ils se démènent.

Mais sans un changement radical à la tête de l'Etat, ils sont condamnés à gérer tant bien que mal les conséquences de décisions et de politiques construites là-haut.

La Ministre du travail Elisabeth Borne qui soit dit au passage aurait des ambitions politiques en Normandie lors des prochaines élections Régionales, a été interpellée par mon groupe à l'Assemblée.

Elle a répondu en affirmant que « *lancer des procédures sociales en pleine crise sanitaire pose question, alors que le gouvernement entend préserver les emplois et les savoir-faire* ».

A la question qu'elle se pose, apportons-lui tous ensemble la réponse :

- **Conditionnement des aides publiques à l'emploi et à l'interdiction des dividendes.**
- **Interdiction des Plans sociaux.**

Car au-delà des mots, seuls comptent les actes.

Les paroles des ministres, du premier d'entre eux ou de l'ancien premier ministre qui reste dans l'ombre, mais pour combien de temps encore, sont de circonstance et compatissantes.

Mais leurs actes ou leur passivité complice demeurent inchangés.

Ils se complaisent dans une société des fractures, du tri sélectif humain, de la division. Une société basée sur les inégalités qu'ils encouragent parce qu'ils sont au service des nantis.

Ils sont porteurs d'un modèle qui désormais est rejeté, d'où la dérive sécuritaire dont ils abusent pour préserver leur pouvoir et l'ordre établi.

Ils ont saccagé nombre de nos services publics, affaibli nos hôpitaux et notre système de santé, démantelé les entreprises publiques.

Ils ont fait exploser la pauvreté et la précarité, le chômage... et les profits.

Le monde d'avant c'était déjà eux, le monde d'aujourd'hui c'est encore eux. Le monde d'après devra se construire sans eux.

Cette crise doit constituer ce point de rupture pour nous dégager un autre horizon que celui de subir et de vieillir, prisonnier de leur exploitation.